

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 OCTOBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/579		
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE A LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE PAR LE MINISTERE DES ARMEES RELATIVE AU PARKING DU FORT SAINT- LOUIS - COMMUNE DE TOULON		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/579

BUREAU DU 3 OCTOBRE 2022

**O B J E T : AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
 CONSENTIE A LA METROPOLE TOULON PROVENCE
 MEDITERRANEE PAR LE MINISTERE DES ARMEES
 RELATIVE AU PARKING DU FORT SAINT-LOUIS -
 COMMUNE DE TOULON**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégation au Président et au Bureau,

VU l'autorisation d'occupation temporaire précédemment délivrée à la Métropole par le Ministère des Armées relative à l'occupation d'un terre-plein d'une superficie de 359 m² sis à Toulon, Fort Saint-Louis,

VU la demande de renouvellement de cette autorisation d'occupation temporaire par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole TPM est compétente en matière de voirie et de stationnement,

CONSIDERANT que la présente autorisation a pour objet d'autoriser la Métropole à occuper une fraction de terrain d'une surface de 359 m² dépendant de l'immeuble Fort Saint-Louis appartenant à l'Etat,

CONSIDERANT que l'autorisation susvisée est accordée pour une durée maximale de deux ans à compter du 1^{er} août 2022 et qu'elle cessera de plein droit à la date du transfert de gestion si elle intervient avant le 31 juillet 2024 ou le 31 juillet 2024,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, en qualité de permissionnaire, versera une redevance annuelle de 259 euros à la Direction Départementale des Finances Publiques du Var,

Et après en avoir délibéré

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède et l'autorisation d'occupation temporaire délivrée par le Ministère des Armées.

ARTICLE 2

DE DIRE que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits ouverts sur le chapitre 011, article 6132, opération 5130, Budget Principal 2022 (et suivants).

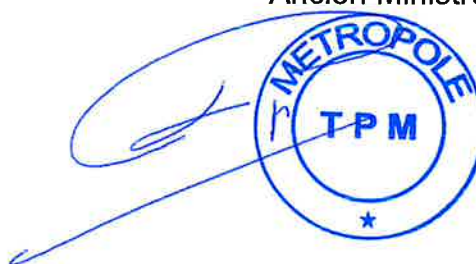
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 octobre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Arrivée au Service Courrier le :

05 SEP. 2022

TPM N° 09 : 8892



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU
VAR

SERVICES LOCAL DU DOMAINE
PLACE BESAGNE – CS 91409
83056 TOULON CEDEX

Direction Générale des Finances Publiques
Direction départementale des Finances
publiques du Var
Pôle Partenaire/ Service local du Domaine
Place Besagne – CS 91409
83056 Toulon Cedex
Téléphone : 04.94.03.81.00
Mél: ddfig83@dgfig.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Denise DIDERON
Téléphone : 04.94.03.81.54
Mél :
denise.dideron@dgfig.finances.gouv.fr
Réf. : 574/2022

METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE MTPM
HOTEL DE LA METROPOLE
107 BOULEVARD HENRI FABRE CS 30536
83041 TOULON CEDEX 9

TOULON, le 30/08/2022

Objet : TOULON – Fort Saint Louis – composant 2 – fraction de terrain de 359 m²
Occupation du Domaine Public Militaire
Redevance domaniale

Monsieur le Président,

Comme suite à votre demande en date du 30 juillet 2022, j'ai l'honneur de vous parvenir un exemplaire de l'arrêté du 29 juillet 2022, vous autorisant à occuper une fraction de l'immeuble militaire du Fort Saint Louis, à TOULON, afin de mettre à disposition du public la partie ouverte du parking du Fort Saint Louis.

Cette autorisation est consentie pour la période du 01/08/2022 au 31/07/2024.

Vous recevrez prochainement un titre de perception d'un montant de 259 € représentant l'indemnité annuelle pour la première année.

Je vous demande de bien vouloir me renvoyer dûment rempli et signé, l'engagement joint à cet envoi.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur départemental des Finances Publiques
et par délégation


Mme Denise DIDERON

Contrôleur principal des Finances Publiques



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU VAR
POLE PARTENAIRES
Service Local du Domaine
Place Besagne - CS 91409-
83056 TOULON CEDEX

TOULON- Fort Saint Louis
Composant 2
METROPOLE MTPM
01/08/2022 au 31/10/2024
G2D 830 137 551J

DECISION DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES FINANCES PUBLIQUES

Le Directeur départemental des Finances Publiques du Var soussigné,

Approuve les conditions financières stipulées à l'article 7 de l'arrêté en date du 29 juillet 2022.

TOULON, le 30/08/2022

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques
Par délégation


Denise DIDERON
Contrôleur des Finances Publiques

ENGAGEMENT DU PETITIONNAIRE

Je soussigné (Nom, Prénom, Qualité)

Demeurant à

Déclare par le présent engagement m'obliger à me conformer à toutes les prescriptions de l'arrêté du 29 juillet 2022 m'autorisant à occuper le Domaine Public Militaire à TOULON- Fort St Louis, notamment à payer les redevances, indemnités et droits stipulés à l'article 7 et reconnais avoir reçu ce jour, l'exemplaire qui m'est destiné.

A

, le



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

CENTRE INTERARMÉES DE

COORDINATION DU SOUTIEN

BASE DE DÉFENSE DE TOULON

*Etablissement du service d'infrastructure
de la défense de Toulon*

Direction des opérations

Division gestion et maintenance du patrimoine

Bureau administration du domaine

Section domanialité

**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS**

Immeuble : FORT SAINT-LOUIS

	G2D	CHORUS
Site :	830 137 549 H	158326
Composant :	0002 (non construit)	

Le capitaine de vaisseau Stéphane FAURY, commandant la base de défense de Toulon par suppléance,

Suite à la demande du 8 juillet 2022 présentée par monsieur Hubert FALCO, président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sis Hôtel de la métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, SIRET n° 24830054300217,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6, R.2122-4, R.2122-7, R.2125-1 à R.2125-3 et R.2125-5 ;

Vu le code de la défense ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;

Vu l'attestation n° 505531 ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX du 27 avril 2018 prise en application des dispositions des articles R733-3 et suivants du code de la sécurité intérieure ;

Vu l'avis du directeur départemental des finances publiques du 20 juillet 2022 ;

Sous réserve de l'engagement à souscrire par le permissionnaire de payer la redevance annuelle fixée par le directeur départemental des finances publiques,

Les agents de l'État (Armées, service local du domaine) auront la faculté de pénétrer dans l'immeuble concédé.

ARTICLE 5 – CONDITIONS PARTICULIERES DE L'OCCUPATION

Le permissionnaire s'engage à supporter seul les frais de consommations et raccordement aux divers réseaux : eau, électricité, téléphone et enlèvement des ordures ménagères.

ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties lors de la mise à disposition des biens précités (état des lieux d'entrée) et lors de leur restitution (état des lieux de sortie).

ARTICLE 7 - REDEVANCE

En raison de l'autorisation d'occupation du domaine public militaire dont il bénéficie, le permissionnaire versera chaque année une redevance révisable de 249 euros à la direction départementale des finances publiques du Var.

Cette redevance, qui pourra être révisée dans les conditions fixées par l'article R.2125-3 du code général des propriétés des personnes publiques, commencera à courir à partir de la date indiquée à l'article 3 ci-dessus.

Cette redevance sera révisée les années suivantes, à date d'anniversaire de la présente autorisation, conformément aux dispositions de l'article R.2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques et notamment en fonction de l'évolution à la hausse de l'indice TP 02 ou de tout autre indice qui pourrait lui être substitué en cas de disparition.

L'indice TP 02 de référence sera celui du mois de mai 2021, à savoir 119.

En cas de retard dans les paiements, en application de l'article L.2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE DU PERMISSIONNAIRE

Le permissionnaire fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il sera seul responsable aussi bien envers le ministère des armées qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, incidents, dégâts ou dommages.

Le permissionnaire s'engage à entretenir et conserver de manière raisonnable l'immeuble mis à disposition, à en assurer le gardiennage et maintenir les lieux en constant état de propreté.

Le permissionnaire ne pourra modifier l'état des lieux de l'ouvrage concédé, y réaliser des terrassements ou y entreprendre de construction nouvelle de quelque nature qu'elle soit (légère, demi dure, dure) avant d'en avoir soumis le projet détaillé à l'approbation écrite du directeur de l'Etablissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS D'ASSURANCES

Le permissionnaire est responsable de tout dommage matériel et/ou corporel causé dans le cadre de la présente mise à disposition.

A ce titre, il devra contracter toutes les polices d'assurances correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent.

ARTICLE 12 – NULLITE

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente autorisation sont tenues pour non valides ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

ARTICLE 13 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la présente autorisation est l'objet, la cause, ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'immeuble précité.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente autorisation, et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques.

ARTICLE 15 – IMPOTS TAXES, DECLARATIONS

Le permissionnaire devra supporter seul la charge de tous les impôts, et notamment les taxes foncières auxquelles sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu de la présente autorisation.

Le permissionnaire ne pourra se prévaloir de la présente autorisation pour échapper à la réglementation générale ou particulière en matière d'urbanisme ou de respect de l'environnement.

ARTICLE 16 – INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) ET INSTALLATIONS OUVRAGES TRAVAUX ET ACTIVITES LIES A LA LOI SUR L'EAU (IOTA)

Sans objet.

ARTICLE 17 – POLLUTION PYROTECHNIQUE

L'attestation concernant le risque pyrotechnique n° 505531 ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX du 27 avril 2018, prise en application des dispositions des articles R. 733-1 et suivants du code de la sécurité intérieure, indique que les biens mis à disposition « ne présentent pas de risque pyrotechnique au vu de l'utilisation prévue au titre de la convention d'occupation temporaire du domaine public militaire »

ARTICLE 18 – ANNEXES

Plan de situation

Plan cadastral

Plan de l'occupation par MTPM

SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE

SGA



SID

Direction des Opérations - Division Gestion et maintenance
du Patrimoine - Bureau Gestion du Patrimoine
Section Domainalité

BP 71 - 83860 TOULON CEDEX 9
Tél: 04 77 42 43 34 Fax: 04 77 43 44 95

TOULON

FORT SAINT-LOUIS

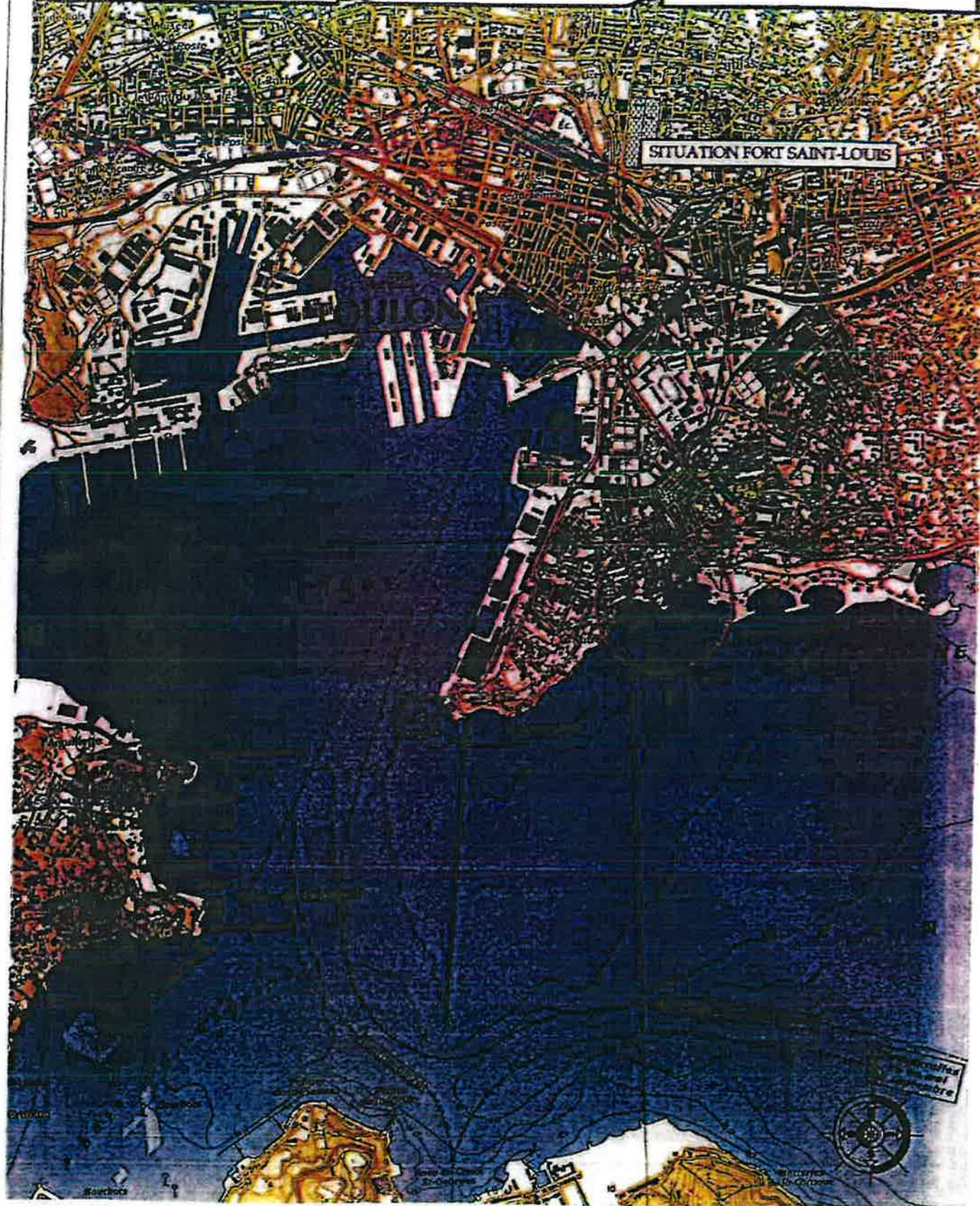
830 137 549 H

Juillet 2022

PLAN DE SITUATION

ECHELLE : 1/25000^e

SITUATION FORT SAINT-LOUIS



TOTAL: / 33

